

Le référendum de Lukashenko

Biélorussie

Le jeudi 21 octobre, la Commission centrale électorale a reconnu la validité du référendum portant sur la modification de la Constitution qui donne le droit à Alexandre Lukashenko d'être réélu à la présidence pour la troisième fois. Selon les chiffres officiels, 90 % des électeurs ont participé au référendum. Selon le représentant de la Commission électorale. 79,42 % ont répondu positivement à la question posée, mais selon les chiffres de The Gallup Organization Baltic Status, institut de sondage réputé, le résultat final a été de 48,4 % de oui par rapport aux inscrits.

Ceci signifie que Lukashenko n'a pas reçu le soutien de la moitié des Biélorusses pour changer la Constitution et lui permettre d'être réélu Président, et que les chiffres officiels sont falsifiés. Résultat de ces manipulations, des manifestations de protestations pendant quatre jours à Minsk, la capitale. Les Biélorusses n'acceptent pas que le gouvernement les trompe et leur dénie le droit de choisir l'avenir de leur pays. Dans le même temps avaient lieu des élections au Parlement qui n'ont vu l'élection d'aucun candidat de l'opposition.

Grossière manipulation

Après le coup d'État constitutionnel de Lukashenko en 1996, son mandat a été prolongé jusqu'en 2001, année des élections présidentielles les plus falsifiées de toute l'histoire de la Biélorussie. En conséquence, Lukashenko a été élu pour un nouveau mandat jusqu'en 2006. Alors qu'il manquait deux ans pour les nouvelles élections, Lukashenko a commencé à se poser le problème de comment rester au pouvoir alors que la Constitution n'accorde au président que deux mandats consécutifs. Il l'a facilement résolu, en décrétant l'organisation d'un référendum le 17 octobre pour modifier la Constitution, référendum dont il a donné le cadre dans une allocution télévisée : " Le référendum posera une question : " Permettez-vous au premier Président de la République Lukashenko de participer comme candidat aux élections présidentielles et acceptez-vous la modification de l'article 81 de la Constitution qui sera rédigé ainsi : " le Président est élu directement par le peuple pour cinq ans sur la base du suffrage universel, libre, égalitaire et secret "?"

Un référendum sur mesure

Tous les recours administratifs ont été employés pour créer l'image d'un Lukashenko seul candidat possible à sa propre succession. Les média d'État ont élevé la propagande à un point tel que Lukashenko semblait assis sur le toit du monde. Tout ce que le peuple biélorusse a de bien, il doit en remercier le camarade Président.

Avant le référendum, Lukashenko a organisé des manoeuvres militaires retransmises par la télévision. Le scénario de ces manoeuvres était très intéressant. Des troupes appuyées par des tanks dispersaient un meeting d'opposants vendus aux États-Unis. Le mot d'ordre de ces manoeuvres était : " lci nous ne sommes ni en Géorgie ni en Yougoslavie Les média de l'opposition ont été interdits, les journalistes indépendants poursuivis. Dans les universités, les casernes et de nombreuses usines, le vote anticipé était obligatoire et celui qui se refusait à voter se retrouvait menacé d'être exclu de l'université ou de perdre son travail. De cette façon, il y a eu 25 % de votes anticipés sans aucun contrôle d'un quelconque observateur. Les observateurs indépendants de l'opposition ont été chassés des bureaux de vote avec l'aide de la police, ce qui a ensuite permis de faire constater leur absence. Autour des lieux de vote, on avait installé des marchés improvisés avec des marchandises soldées pour attirer les clients, de la bière et des brochettes étaient servies gratis et des artistes dansaient et poussaient partout la chansonnette depuis le matin.

Le jour suivant, le pays s'est réveillé avec la nouvelle Constitution qui permet à Lukashenko de gouverner jusqu'à la fin de sa vie, puisqu'il n'y a plus de limitation du nombre de mandats. Lukashenko a remercié à la télévision les Biélorusses de leur soutien et de " tout son coeur " s'est déclaré surpris du taux élevé de participation et du nombre de gens qui l'avaient soutenu.

Le lendemain des élections, les gens ont commencé à se rassembler sur la Place d'Octobre à Minsk. Ils étaient indignés. Tous savaient parfaitement que la participation n'avait pu être de 90 % et qu'en aucun cas il ne s'était trouvé 80 % de votants pour soutenir une telle modification de la Constitution. Tout cela était digne du temps de l'Union soviétique.

Les tentatives de Lukashenko pour se maintenir au pouvoir vont se heurter brutalement à la colère populaire.

Anatoli Matvienko 🗩



Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Bélarus



« La dictature commettra tous les crimes pour sa préservation »

Alexandre Loukachenko, le « dernier dictateur d'Europe », préside d'une main de fe la République du Bélarus depuis 1994. Sans discontinuer depuis le 9 août 2020, dat de proclamation des... >>



Déclaration de la LIS sur la Bielorussie - Soutenons la lutte des travailleurs et du peuple !

http://lis-isl.org/fr/2020/08/27/declaracion-de-la-lis-sobre-bielorrusia-apoyemos-la-lucha-de-los-trabajadores-y-el-pueblo/



Réintégration de Mikalaj Valadzko, mineur, syndicaliste biélorusse

Campagne internationale de solidarité >>>

[&]quot;une époque de changement..."

Nous avons rencontré Anatoly Matvienko, dirigeant du Parti des Travailleurs enBiélorussie au congrès du Mouvement Socialist des Travailleurs en Argentine. Nous avons discuté avec lui et
Non au nouveau contrat de travail !
Le premier mai a eu lieu une manifestation de protestation, sur la place Bangalor à Minsk, contre le système du contrat de travail mis sur pied par le gouvernement d'Alexandre Loukachenko. À onze
Non à Loukachenko, non aux USA!
Le 23 mars, la secrétaire de la Commission électorale centrale de Biélorussie, Lidia Yermoshina, annonçait les résultats des élections présidentielles du 19 mars : Aleksandr Loukachenko : 83 %